

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Abattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel <sup>(1)</sup>  
Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : AGENT ADMINISTRATIF

Preuve n° : 2

Merci à mfg  
pour l'autorisation de partager  
sa copie sur le site  
devenez-fonctionnaire.fr

Matière : CAS PRATIQUE

Date : 05/10/2021

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 0

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Ces étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20  
17,00

## INTRODUCTION

l'intervention de l'état dans l'économie, on entend l'utilisation de l'activité de l'état de la politique économique et sociale. Pour ce faire, l'état intervient au service des entreprises en leur fournissant des prêts garantis.

Le ministère de l'économie, des finances et de la consommation a pour mission de conseiller, préparer et mettre en œuvre par le gouvernement dans les domaines de l'économie, des finances, la lutte contre la fraude ou encore les PME, etc.

Les directions générales et services sont les suivantes : la politique monétaire nationale, européenne et internationale, le soutien des activités économiques et la lutte contre la fraude, et la politique de l'économie française.

Le plan "France 2030" prévoit l'investissement de 300 milliards en 2 ans afin d'atteindre l'objectif de préparer la France à l'horizon 2030, retrouver un niveau d'activité économique soutenable.

Autour de trois axes majeurs : la compétitivité et l'innovation, la justice sociale et territoriale (30 milliards d'euros) et 36 milliards d'euros.

## I. QUESTIONS

1 - Par intervention de l'état dans l'économie, on entend l'utilisation par le propre état de la politique budgétaire au service de la politique économique et sociale. Pour ce faire, il peut mettre au service des entreprises un fonds de solidarité ou des prêts garantis.

2 - Le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance a pour mission de conseiller, préparer et exécuter la politique fixée par le gouvernement dans des domaines tels que l'économie, les finances, la consommation et la répression des fraudes ou encore l'industrie, les services, les PME, etc.

Il se compose de dix directions générales et certaines de ses compétences sont les suivantes : la législation fiscale, la politique monétaire et financière au niveau national, européen et international, le suivi et le soutien des activités touristiques, la propriété intellectuelle et la lutte contre la contrefaçon, et la politique de croissance et de compétitivité de l'économie française.

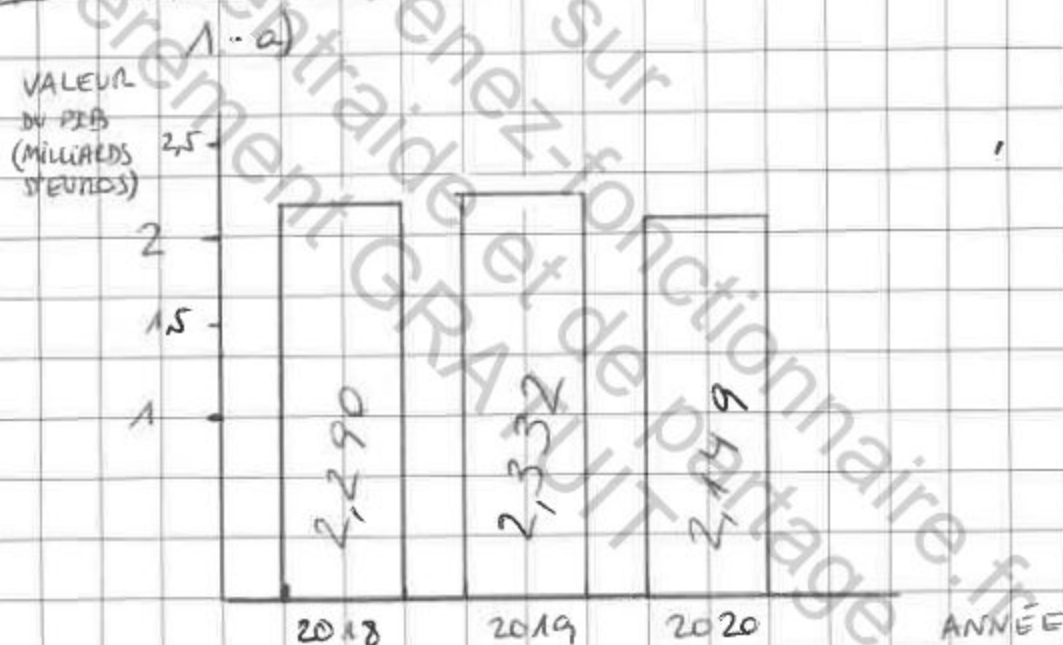
3 - Le plan "France Relance" prévoit l'investissement de 100 milliards d'euros en 2 ans afin d'atteindre deux objectifs : d'un côté, "préparer la France à l'horizon 2030", et d'un autre côté, retrouver un niveau d'activité semblable à celui d'avant-crise.

Ce plan s'articule autour de trois axes majeurs : la transition écologique, la compétitivité et l'innovation, et la cohésion sociale et territoriale (30 milliards d'euros, 34 milliards d'euros et 36 milliards d'euros).

4.- Pour soutenir les entreprises, la DGFIP participe aux commissions départementales et régionales d'attribution d'aides et donne son avis sur les demandes de subvention venant d'entreprises en cours de création ou de développement.

Pour soutenir les entreprises en difficulté, la DGFIP participe aux Commissions des chefs de services financiers et aux Comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises.

## II - APPLICATIONS



1b.- Le PIB augmente de plus de 40 milliards d'euros entre 2018 et 2019 mais connaît une forte contraction entre 2019 et 2020 (183 milliards d'euros).

1c. - PIB 2020 : 2148,8 M€

DCF 2020 : 1699,3 M€

$$\text{PART DE DCF DANS LE PIB 2020} = \frac{1699,3 \times 100}{2148,8} = \underline{79,08\%}$$

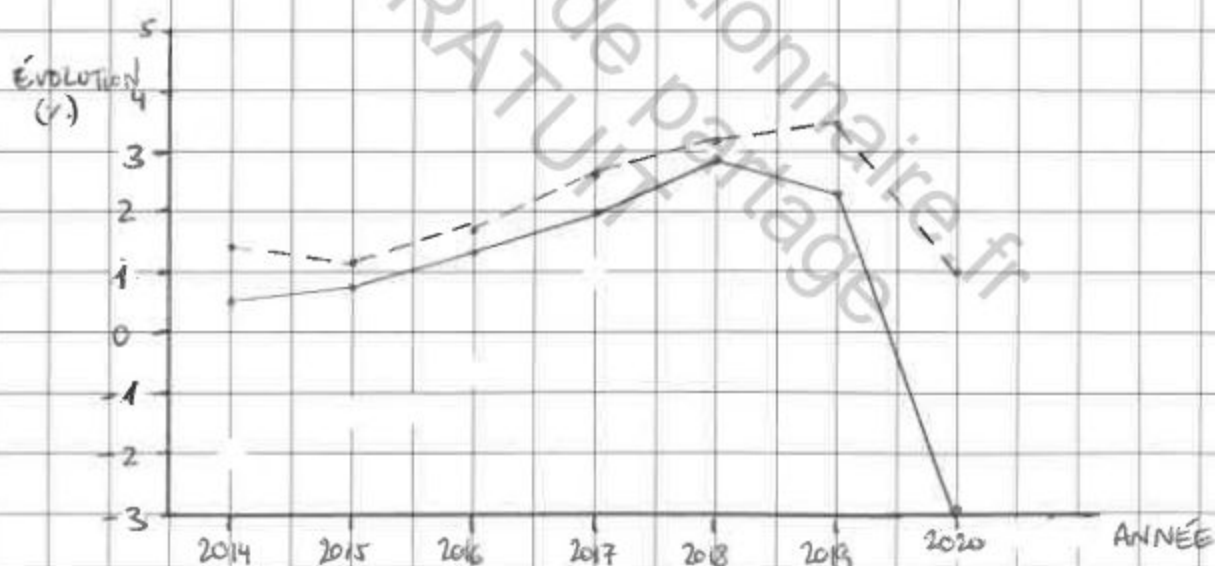
1d. - Biens et services 2010 : 581,4

Biens et services 2020 : 701,4

$$\text{Évolution} = \frac{701,4 \times 100}{581,4} = 120,64$$

l'évolution est de 20,64 % sur la période 2010-2020.

2a. -



--- : revenu disponible brut  
 — : revenus d'achats nets

2b.- En ce qui concerne les revenus d'achats nets hors subventions, on constate une évolution de plus en plus importante jusqu'à 2018, puis une baisse considérable et enfin un effondrement. Quant au revenu disponible brut, à l'exception de l'année 2015, il augmente tous les ans jusqu'à 2019. En 2020, il connaît une baisse importante de deux points.

3a.- Le taux d'épargne des Français a été le plus important au deuxième et au quatrième trimestres de 2020 au cours de ces deux dernières années. La raison principale de ce phénomène est la pandémie de covid-19 qui s'est abattue sur le monde entier.

$$3b.- \text{T4 2019} = 129,7 \text{ M€}$$

$$\text{T4 2020} = 205,2 \text{ M€}$$

$$\text{Évolution: } 205,2 - 129,7 = +75,5 \text{ M€, soit } +58,21\%$$

$$\frac{75,5 \times 100}{129,7} = +58,21\%$$

$$3c.- \text{Numéraire + dépôts bancaires} \rightarrow 48,5 + 40,2 = 88,7 \text{ (T4 2019)}$$

$$\rightarrow 95,8 + 66,8 = 162,6 \text{ (T4 2020)}$$

$$\text{Évolution: } \frac{162,6 \times 100}{88,7} - 183,31 = +83\%$$

3d.- Ces deux tableaux montrent une augmentation spectaculaire de l'épargne des Français au cours des années 2019 et 2020. En raison de la pandémie, le taux d'épargne a atteint

des niveaux très élevés, tout comme les principaux placements financiers.

### III RÉDACTION

La pandémie mondiale qui touche la planète depuis deux ans n'a pas des conséquences dramatiques que sur la santé. Le secteur économique et financier se retrouve également en grande difficulté. L'État a été contraint de lui venir en aide pour diverses raisons (I) avec des actions déjà mises en place et d'autres à venir (II).

#### I - Raisons pour lesquelles l'État est venu à la rescousse de l'économie

Le principal motif pour lequel l'État a apporté son soutien au système financier n'est autre que pour éviter son effondrement. L'État a ainsi apporté son aide (plan de relance, fonds de solidarité, etc.) pour limiter la casse dans un contexte où de nombreuses entreprises se retrouvent en difficulté. Derrière ces aides aux entreprises se cache la volonté ferme de l'État d'éviter un drame social et humain. En effet, si le taux de chômage n'a pas explosé, loin de là, c'est en grande partie \* aux aides de l'État, qui bénéficient, directement ou indirectement, aux salariés.

Malgré les efforts consentis, d'autres sont nécessaires pour redynamiser l'activité ou même transformer la société.

\* grâce

## II - Actions déjà mises en œuvre ou à retenir

La pandémie de covid-19 représente, malgré tout, une occasion en or pour transformer notre économie. Nombreuses sont les actions menées par l'État depuis deux ans. Ses prêts garantis ou la prise en charge de l'activité partielle, par exemple, ont été des mesures efficaces pour venir en aide aux entreprises et aux salariés.

Mais le gouvernement a su voir la chance qu'il a pour préparer la société et le pays du futur. Ainsi, grâce à son plan de relance, 100 milliards d'euros seront investis dans des domaines clés tels que l'écologie, la compétitivité et l'innovation, et la cohésion sociale et territoriale. La société qui se dessine sera donc plus verte mais aussi plus équitable et juste, même si des actions plus concrètes doivent être menées pour lutter contre des problèmes ancrés depuis longtemps dans notre pays, à savoir, la fraude fiscale, la fraude dématérielle, la fraude aux cotisations sociales ou même les niches fiscales.

En conclusion, l'État a fait un travail remarquable pour lutter contre l'effondrement du système économique. Cependant, il a devant lui une opportunité inédite pour prendre des mesures lui permettant de créer une société plus juste.